

E IEU-E IEU ? E IEU !

PROVENÇA, L' ESTRATEGIA « NOVA » DAU FN

La çaça ais electors reaccionaris ?
La relança deis esitants ?
Una O.P.A sus lei deceuputs dau
« socialisme » ?
Una dubertura ai badaus de la
politica politiciana que ne'n pòdon
pas mai ?
'Quò podria èstre l'enonciat d'un
inventari a la Prevert. Es puslèu lo
nivèu dau quotidian informatiu que
lei mediàs debanan, aquestei pitias
parisencas d'un auvari anonciat.

Dempuei l'arribada d'aquela
senèstra au poder, dempuei lei
reformas entamenadas a còtra-sens
o oblidadas, lo FN avança sei pions
entre opinion desaviada e drecha
devesida. Una drecha lèsta de porgir la man ai
compaires e comaires lepenistas, au nom dei
valors « republicanas », de « partiment dei
responsabilitats », ajustats dins cada fraseta per
aqueste polit monde. Entre rampèus ai
maugrabin que còstan car ai servicis sociaux,
lei roms a l'aise, campatge après campament
derrabats sus òrdre dau « socialista » Valls, la
« laïcitat dins lei piscinas e lei cantinas », lo FN
avança au pas dau lop. Entre postura
protestatària e revendicacion per intrar dins lo
sistèma, lo grand escart, qué ! Es la « novèla »
estrategia de la drecha bruna que oblida seis
aliats de l'ombra e lei frasetas faissisentas dau
paire per lo velós de la filha. Ne son pas a una
contradiccion per prendre lo poder. Mai aquela
estrategia es clara. Sensa lei rapòrts dei Grandeis
Aurilhas que sègon lo FN, sabèm pron que
Occitània es per elei lo terren de predileccion dei
municipalas que venon, Miegjorn premier : Var,
Vauclusa, Bocas dau Ròse, Gard, vaquí lo terren
onte esperan ganhar de vilas. Entre 25 e 30% dei
vòtz, es una triangulària ganhable amé d'alianças
de la drecha extrèma... Lo Filhon duerbe lo
camin a un electorat a la deriva.

L'occitanisme de « Bastir » qu'es un
recampament ciutadan a l'entorn d'un manifest
ne'n deu tenir còmpte en prioritat. Per ara,
sabèm pas quant de listas d'aquela mena se
bastiràn en Provença, mai òsca segura, lo
dangier dau FN es lo vertadièr dangier que
podèm pas laisser de costat. La question deis
alianças se pausa tre ara. A senèstra en prioritat,
segur, ambé nostreis amics ecologistas tanben,
restats au governament o pas. Mai seriá nèci de
pas veire lo dangier montar e de ne'n parlar pas
premier dins nòstrei programas. Per nautrei en
Provença, es una dei prioritats per lo
cambiament social e politic. E lo mau-viure de la
societat nòstra serà jamai lo far-valer dei
rèire-felens de Maurras, de la peur de l'autre e de
l'òdi de l'estrangier. Lei Provençaus devon pas
s'agantar a aquela leca.

Gerard TAUTIL

Revirada : <http://locebie.free.fr>

MARSEILLE ET PROVENCE : ENTRE SPLEEN ET RÉVOLTE...

Pendant que Marseille Provence 2013 bat
son plein, les rafales de kalachnikov continuent
d'amener leurs lots de victimes et les expulsions
de campement de Roms -décidément
nouveaux parias de l'Europe-, ne se sont jamais
aussi bien portées. Comme quoi la fête « made
in capitale » n'est pas forcément la solution à
un vivre ensemble retrouvé. Quoique... regardons
cela de plus près. Quel rapport établir entre
culture, règlements de comptes mafieux et
non prise en compte de la misère. A priori
aucun, sinon à se lancer dans un amalgame
populiste dont les tenants d'un extrémisme de
droite, qui attend au mois de Mars 2014 son
heure de gloire, fait ses choux gras ? A priori et
a posteriori aucun. Aussi voyons les questions
une à une.

Quelle volonté politique ?

Marseille-Provence 2013, c'est 100 Millions
d'euros de budget, sans doute plus ; ce n'est
qu'après que nous saurons. C'est des exposi-
tions fabuleuses : Cézanne, Van Gogh, Rodin,
Matisse, Picasso..., des bâtiments qui feront date
(le MUCEM, le nouveau conservatoire d'Aix-en-
Provence...), bref des prestations de qualité
pour une programmation intéressante. Mais al-
lons plus loin. Comment cet art, ces événe-
ments comme autant de fêtes, irriguent-ils les
quartiers populaires, les villages ? Comment
contribuent-ils à changer le quotidien des
populations durement touchées par les crises ?
La réponse, si elle ne saurait être complètement
négative -après tout beaucoup de manifesta-
tions sont ouvertes à tous-, n'est pas positive.
Trop de décisions « d'en haut » et une absence
évidente des intermédiaires associatifs ou semi-
professionnels qui auraient pu faire le lien avec
le terrain sont à déplorer. Les Provençaux se
sont déplacés en masse pour assister à plu-
sieurs événements, c'est bien. Reste à vraiment
construire la relation dans l'autre sens et là c'est
une autre affaire. Une question de volonté poli-
tique sans doute ! Mais culture et art doivent
encore s'inscrire au cœur du développement
territorial. MP 2013, de ce point de vue, n'aura
pas amené grand-chose. Et, 100 millions d'€,
c'est cher pour une relation inaboutie.

Des morts, des traumatismes

Des morts et des traumatismes auxquels les
tables rondes et autres rododontades sécuri-
taires en provenance du ministère de l'intérieur
et de la non intégration n'apportent pas de
réponse. Le milieu provençal se déchire et règle
ses comptes dans un flot de violence qui appa-
remment va grandissant. Apparemment, car à
Marseille, comme partout ailleurs en Provence,
il fait aussi bon vivre, apparemment ; la
violence a aussi toujours été le quotidien des
grandes villes et des ports, apparemment car la
situation de misère et d'abandon dans laquelle
se trouvent les habitants de certains quartiers
est, certes aggravée, mais hélas pas franchement
nouvelle. Contradictoire que tout cela sans
doute, c'est vrai. Mais la réalité du vivre en
Provence est contradictoire. Comme beaucoup,
je ne voudrais pour rien au monde, quitter cette
région, ma région. Mais nous vivons au cœur
des villes les plus polluées d'Europe, et jamais
nous n'avons connu de tels écarts de revenus,

de telles difficultés pour avoir un toit, de tels
handicaps pour accéder aux services publics.
Alors nous vivons, en Provence, des situations
des plus inégalitaires quand nous avons mis,
depuis des décennies, au cœur de nos
programmes l'égalité sociale et territoriale. Il y
a loin de la volonté politique portée par les
régionalistes occitans à la société dans laquelle
nous vivons et le fossé ne cesse de s'agrandir.
Contradictoire que tout cela...

Roms : le mépris d'un Valls.

Autre source d'inquiétude dans toute la
région : les démantèlements de camps de Roms
vont bon train. En cette rentrée scolaire et à
l'approche de l'hiver ce sont des dizaines
d'enfants qui sont privés d'école et des
centaines de famille qui connaissent la très
grande précarité. Seule tentative d'insertion le
Puits Z à Gardanne où sur un ancien carreau de
mine vit une centaine de personnes. S'il faut
saluer le courage de la municipalité PCF de
Roger Mei, l'action du collectif associatif et des
travailleurs sociaux, le soutien du député EELV
François-Michel Lambert, nous ne pouvons que
déplorer l'unicité de cette expérience sociale
porteuse, n'en déplaise à Valls, d'intégration et
d'espoir de vivre ensemble. Partout ailleurs ce
ne sont que référés, intervention policière et
des miséreux qui poussent des chariots cassés
quelques centaines de mètres plus loin pour
espérer rester sur un bout de trottoir faussement
hospitalier. Des femmes qui pleurent, des bébés
qui hurlent et des hommes partagés entre la
peur et le désespoir quand les pelleteuses
détruisent encore et encore les abris de fortune,
les maigres cabanes dans lesquelles ils
s'étaient réfugiés. C'est la vie des Roms qui
cumulent les expulsions. Mais patience, l'on
nous dit, pour ceux qui au niveau de l'Etat
croient en l'insertion, et croient qu'après les
municipales on pourra agir pour la socialisation
et retrouver le chemin de l'humanisme et de la
solidarité. De qui se moque-t-on ! C'est oublier,
un peu vite et un peu hypocritement, la pres-
sion que ne manquera pas de faire peser une
extrême droite toujours en quête de boucs
émissaires. C'est maintenant qu'il faut mettre
en œuvre les préconisations du rapport Langevin
sur les Roms, pas dans 6 mois ou dans 10 ans !

De quoi se révolter...

Des éléments pour avoir le spleen il y en a,
hélas plein. Mais maintenant pour conclure, quel
est le rapport entre les trois points abordés ? Car
il y a bien un : Le prisme médiatique hexagonal
voit-il la question marseillaise au travers de
MP13 ou des canons marseillais des kalachnikovs ?
Parle-t-on du quotidien des bidonvilles, de la
précarité ou du scandale de trafic d'enfants ?
L'image qu'on colle à cette ville, comme à toute
la région, ne sent que poudre, trafic et sang. Or
Marseille et la Provence, c'est bien autre chose !
Une capitale régionale par exemple et une
région du midi occitan au cœur de l'Europe et
de la Méditerranée. De sacrés atouts en somme
qu'on voudrait nous faire oublier. De quoi se
révolter, non ?

Hervé GUERRERA

VILLENEUVE-DE-BERG, CAPITALE DE LA LUTTE ANTI GAZ ET HUILE DE SCHISTE

Villeneuve de Berg reçoit Josh Fox

En ce vendredi 5 septembre 2013, c'est soir de fête à Villeneuve de Berg. A l'initiative du « Collectif 07-Stop aux Gaz & huiles de Schiste », la petite ville ardéchoise de 2 800 habitants reçoit Josh Fox. "Standing ovation", remise du diplôme de citoyen d'honneur par M. Pradal, maire de la ville. C'est dans une salle en fusion qu'est honoré le lanceur d'alerte, celui dont le film GASLAND a contribué à éveiller les consciences et à montrer les risques de la fracturation hydraulique. Présentation de son film documentaire "The sky is pink", des rushes de Gazland 2, discussions avec les militants, puis musique et dégustation de vins ardéchois.

Villeneuve de Berg, capitale de la lutte anti Gaz de Schiste

Ce n'est pas un hasard si après avoir été reçu au Parlement européen, Josh Fox entame sa tournée européenne par Villeneuve de Berg. C'est en effet dans cette ville que le 26 février 2011, 15 000 manifestants ont montré leur détermination à s'opposer aux Schuepbach et autres Total. Manifestations qui ont abouti à l'abrogation des permis d'exploitation de Villeneuve de Berg, Montélimar et Nant, autre lieu de contestation. C'est encore à Villeneuve de Berg que s'est tenu en avril 2013 le 1er Forum pour la Transition Energétique en Ardèche.



La Vigilance reste de mise et la lutte continue

Certains pourraient se demander pourquoi la mobilisation se poursuit malgré la suppression des 3 permis, la loi de 13/7/2011 qui interdit la fracturation hydraulique et les promesses réitérées du Président de la République de ne pas autoriser celle-ci.

C'est que deux filiales de Total et Schuepbach ont introduit des recours devant le Tribunal Administratif estimant que les décisions d'abrogation de leurs permis leur causaient des préjudices. Schuepbach a même remis en question la constitutionnalité de la loi du 13/7/2011. Si la justice ou le Conseil constitutionnel donnent raison aux pétroliers, tous les permis pourraient être réactivés.

Le 30/8/2013, à la préfecture de Nîmes, la mission du professeur Deroin remettait son rapport d'expertise favorable aux prospections de Mouvoil dans le bassin d'Alès. Une centaine d'élus ardéchois et

gardois soutenus par plus d'un millier de personnes sont venus dire leur opposition à ce rapport. Finalement, le préfet n'autorisait pas le passage des camions sismiques sur le bassin d'Alès.

Philippe Martin, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a rappelé qu'il fallait respecter l'engagement du président de la République de l'interdiction de l'exploration des gaz de schiste mais certains membres du gouvernement sont sensibles aux sirènes des pétroliers qui mènent un lobbying très efficace auprès des politiques et des médias. Le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques est d'ailleurs favorable à l'exploration et à l'exploitation des gaz de schiste.

Les travaux préparatoires de la Réforme du Code Minier se poursuivent dans une discrétion... inquiétante. Pour couronner le tout, les négociations sur l'Accord Economique et Commercial Global (AECG) entre le Canada et l'Union Européenne pourraient permettre à des sociétés canadiennes qui s'estiment lésées de contester la décision d'un gouvernement qui décide d'interdire la fracturation hydraulique et de lui réclamer des dédommagements importants.

La vigilance et la mobilisation sont donc toujours de mise.

Gilbert BRAWANSKI

► Pour plus d'infos : Collectif 07 Stop aux Gaz & huiles de Schiste - tél. 04 75 36 72 83
www.stopaugazdeschiste07.org

A BRAÇADAS

Quand les exemples viennent d'en haut

A peine élu, le président Hollande, le premier ministre et ses ministres décidaient de diminuer leurs salaires de 30%. Ils imitaient, ce faisant, Evo Morales, le président Bolivien qui avait diminué le sien de 50% et... a contrario Sarkozy, qui avait augmenté le sien de 140% en 2007 !

Certains, sans doute très proches du peuple, appellent cela du populisme. Ces gestes, même s'ils sont symboliques, ne sont-ils pas naturels quand on s'apprête à demander des sacrifices à ses concitoyens ? Par souci d'exemplarité, une dizaine de députés n'ont-ils pas proposé avant de réformer les régimes des retraites de remettre en question certains avantages que leur confère leur fonction et notamment le régime spécial des retraites des parlementaires ? Inutile de vous dire que cette proposition a été accueillie dans l'enthousiasme général. On se serait cru lors de la nuit du 4 août. Bravo Mesdames, Bravo Messieurs ! On attend la suite..., vite !

GB

Lo Bilhet de Joan Pau MARTIN

Quand lo mercat negre sauva lei manuscrits ancians de Tombocto.

Cinq mes après la debuta de la guerra dau Mali, sabèm tojorn pas çò que son devenguts lei preciós manuscrits de Tombocto, d'unei que datarián dau sègle XVIII. Se mai d'un centenau, gardats à la bibliotèca « Ahmed Bàbà », fuguèron sauvats, fòrça fuguèron avalits per lei djiadistas.

Lisa Westerhoff a rescontrat, dins una oasis dau sud-marrocan, un saberut acampaire que s'es procurat de manuscrits per lei sauvar. Lo reportatge de

Lisa Westerhoff comença aqueu matin de junh per la dicha d'un poèma en arabi dau sègle XIX. Abdelwahab Ould Abelbaki descend d'un « quatre-quatre », doas valisas clafidas de manuscrits ; n'i a qu'an mai de tres sègles.

Sota la raima, tenda dau Sahara, Abdelwahab fa veire un manuscrit, gastat, que parla d'eiretatge e de divorci ; n'en cròmpa 50 per 13000 euros. A costat, en Mauritanie ente tot se cròmpa, un millierat de refugiats qu'an ren, lo trafec

s'es renforçat. Quand la guèrra a començat, mai d'una familha que an la màger part dei manuscrits, son partits dau Mali. Per eu, crompar de manuscrits, lei sauvar de la destruccien, es sauvar la memòria de la vila. Aquelei tèxtes mistics son una eresia per lei « djiadistas ».

Romain Simonel de l'UNESCO, ditz que la degradacion a pres una amplor tras qu'importanta. Fau arrestar lo flèu. Es la missien de son organisacion.

ABONAMENT

Parce que je suis pour une presse politique occitane indépendante
Je m'abonne / je me réabonne
au "CEBIER - la letra occitanista"

• NOM, Pichòt Nom :

• Adreïça :

► 5n° : 15€ - sosten : 20€ mai se podètz
Per internet : 8€

Chèc a l'ordre de « Région Provence »
Adresser à : Région Provence - Lo Cebier - BP 02
84400 GARGAS

PANEUS DE COMUNAS : REGION MIDI-PYRENEES

Plus de 8 000 communes recensées à ce jour !

Le collectage des panneaux des communes de l'espace occitan pour savoir quelles sont les communes qui ont un panneau en occitan et quelles sont celles qui n'en ont pas se poursuit. Voici la suite de l'état de nos recherches pour la Région Midi-Pyrénées.

31- HAUTE-GARONNE : 588 communes - 587 ont été recensés (manque Trébons de Luchon) - 19 panneaux en occitan - Nous avons 13 photos. Manquent celles de Lagravellet-Saint-Nicolas, Longages, Mauzac, Poucharramet, Riolas, Verfeil.

65- HAUTES PYRENEES : 474 communes. 474 ont été recensées.

Trois panneaux en occitan (Azereix, Castéra-Lou, Visker). Il nous manque les photos de ces communes. Si vous avez la possibilité de les prendre et de nous les adresser au site de Région-Provence, merci d'avance.

A suivre au prochain numéro... Gilbert Brawanski

La Fédération REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES fait son bilan politique en Savoie aux XVIII^e journées d'été

Les 18^{èmes} journées d'été de Régions et Peuples Solidaires se sont déroulées en Savoie à l'invitation du Mouvement Région Savoie, en collaboration avec l'Alliance Libre Européenne, là où RPS est née en 1995. Présidée par Gustave Alirol, Conseiller Régional d'Auvergne, RPS compte aujourd'hui de nombreux Elus Locaux, une vingtaine de Conseillers Régionaux et deux Parlementaires : Paul Molac, élu de Bretagne - député National - et François Alfonsi, élu de Corse - député Européen. Débutées par un discours de bienvenue de l'adjointe au Développement Durable de La Roche-sur-Foron, ces journées furent guidées par trois sujets : la situation Européenne, les grands projets gouvernementaux inutiles, les choix stratégiques de RPS.

Ce sont donc trois conférences suivies de tables rondes qui animèrent cette Université d'été.

► **Le premier thème abordé, « L'émergence des régions : l'alternative pour sortir l'Europe de la crise »,** fut analysé par Nicolas Levrat, professeur à l'Université de Genève, sur la base de la pensée de Denis de Rougemont écrivain et philosophe suisse mort en 1985 ayant guidé les orientations du MRS et pour qui l'Europe devait répondre aux points suivants : s'édifier à travers la Culture (et construire une Histoire européenne), se faire à travers l'Education, être une Fédération, se bâtir avec et par les Régions. Les enjeux de l'Europe d'aujourd'hui définis par N. Levrat : la crise des modèles socio-économique et démocratique, la cohésion territoriale et la solidarité qui y est liée, l'invention d'un nouveau modèle de gouvernance, introduisirent une table ronde.

- Alirol, président de RPS, souligna que l'émergence des régions est peut-être une alternative pour sortir l'Europe de la crise - économique, environnementale, politique - cette dernière, la crise politique, venant en particulier du fait que l'Union Européenne est incompréhensible pour les citoyens et que son importance dans les institutions françaises est ignorée par la plupart (80% des règles du Droit Français sont européennes et les français ne le savent pas).

- Roccu Garoby Colonna, président de l'Alliance Libre Européenne jeunes, rappelant que construite initialement pour la paix l'Europe a estompé les frontières et répondu à son objectif, affirma la nécessité de défendre une Europe des peuples (et non pas des états) et d'y intégrer les diversités de territoires et de cultures.

- Eric Defoort, président de l'ALE, soutint que la diversité des cultures des européens est une richesse, que le crime de l'Etat français est d'éliminer ses langues régionales, qu'il n'est pas nécessaire que l'Europe soit la première mais qu'elle soit une nouvelle réalité habitable, que l'appellation « petit Etat » est à proscrire, que l'Europe doit cesser de s'élargir et penser plutôt à approfondir...

► **Le second thème abordé, « Les grands projets inutiles à l'épreuve de la démocratie »,** développa deux sujets d'actualité : le Lyon-Turin et l'eau, l'air, la terre nourricière. Les grands projets inutiles sacrifient tous l'eau, l'air, la terre, sous prétexte d'impératifs économiques qui, en réalité, ne profitent qu'à quelques-uns. Or, par les liens viscéraux qui les lient à leurs territoires, les régionalistes ont été les précurseurs des combats de défense de l'environnement.

- Noël Communaud (président du MRS), Daniel Ibanez (coordination française contre le Lyon-Turin) et Paolo Prieri (présidio Europa NOTAV-Val de

Suse) expliquèrent qu'ils combattent depuis 20 ans, sur la base de la contestation de l'utilité publique, ce projet dont le montant prévu s'élève à 30 milliards d'Euros. Outre l'inutilité, les problèmes sont multiples : environnement (300 millions de m³ seront taris de manière irréversible), perte de 800ha de terres agricoles,...

- Bernard Juillet (MRS et collectif Non aux gaz de Schistes 74), Simon Métral (président de l'Association du Respect du Site du Mont-Blanc), Khaled Dehgane (comité anti-olympique-CAO, membre du MRS), Fabiana Giovannini (conseillère à l'assemblée territoriale Corse- PNC), Rocio Fabrizio (Val d'Aoste), Abdoulahi Attayoub (président de l'association Temoust-Survie Touarègue) abordèrent plusieurs facettes du second thème de projets inutiles : «sauver l'eau, l'air, la terre » : la France ne respecte pas les lois européennes concernant la qualité de l'air, l'air de « nos montagnes » n'est pas pur, le Plan Prévention Atmosphère français mis en place sur la zone Mont-Blanc ne génère aucune mesure efficace ; derrière le prétexte de « Développement Durable » se cachent des projets touristiques dont le développement durable est le dernier des soucis,...

► **Le troisième thème abordé, « Territoires : quelles organisations ? Quelles solidarités ? L'avenir de la Région Savoie »** débuta par l'histoire et l'identité de la Savoie (Rémi Mogenet, vice-président du MRS). Les acquis démocratiques de ses proches voisins furent exposés par Chantal Certan (conseillère régionale du Val d'Aoste-ALPE) et Alain Pirat (conseiller fédéral EELV, de double nationalité franco-suisse) : d'une part Val d'Aoste dont l'autonomie lui permet de légiférer sur l'agriculture, l'école, l'eau, et dont 9/10^{ème} de ses impôts lui reviennent, et d'autre part les cantons suisses qui ont les moyens financiers de tout gérer de manière autonome, sauf la Défense qui est commune à tous. Ce troisième thème fut clôturé par Paul Mollac, député RPS, qui rappela que la France, confondant égalité et uniformité, donne des compétences aux collectivités territoriales, mais sans leurs en accorder les moyens ; l'Etat français garde toutes les prérogatives. Paul Mollac, pour qui l'objectif de RPS doit être un fédéralisme différencié, conclut que nous devons, pour le moment, nous contenter de compromis.

Enfin, l'Université s'acheva sur la solidarité des Régionalistes avec les mouvements d'émancipation en Afrique du Nord : Bilan de l'action avec les Amazighs (« Berbères ») de Lybie et avec le MNLA en Azawad. Si l'aspiration à la démocratie est un élément moteur des révolutions d'Afrique du Nord, la revendication identitaire et l'autodétermination en ces pays de tradition berbère n'en sont pas moins importantes. RPS et l'ALE se sont mobilisés pour la reconnaissance des droits notamment culturels du peuple Amazigh.

Sur fond de crise nationale accompagnée d'une perte de confiance dans les discours politiques traditionnels, le message de RPS peut devenir plus audible. Face au souverainisme anti-européen, au productivisme et au centralisme jacobin, RPS propose une Europe politique démocratique, un développement durable et l'autonomie régionale. Les échéances électorales à venir : Municipales en mars 2014 et Européennes seront des temps forts de l'action de RPS.

Annie JANCZAK VATON

○ Le 18^{ème} Congrès de RPS s'est déroulé dans une bonne ambiance et en présence de nombreux élus de RPS.

Le Bureau a été reconduit à l'unanimité. Il a été souhaité que la fédération RPS fonctionne mieux, en particulier au niveau de l'information, et que son ouverture vers d'autres soit prise en compte. Le président, Gustave Alirol, rappelle que la politique de RPS est basée sur la solidarité entre les régions et que celles-ci devraient davantage participer aux processus de décisions. La légitimité de RPS passe par un projet politique clair qui entraînera la confiance. La Fédération va s'atteler à mettre sur papier sa vision de l'Europe. Tous les partis adhérents expliquent comment ils se situent politiquement ; ils se préparent pour les prochaines échéances électorales

avec la ferme volonté d'être présents aux élections municipales de 2014.

En ce qui concerne le partenariat avec EELV, RPS va proposer la reconduction de l'accord de 2009 concernant la candidature de François Alfonsi en position éligible aux élections Européennes. RPS affirme sa participation à ces élections, l'Europe des Régions et des Peuples Solidaires étant au cœur du combat politique des régionalistes.

La centaine de délégués de ce Congrès se sont quittés ; ils se retrouveront pour la plupart à l'occasion de la 19^{ème} Université d'été en Corse à la fin du mois d'août 2014.

A.J.V.

Un debat ciutadan sus lei retiradas, e mai lo rèsta...



Inabitua, aqueste debat que se debanèt a La Sanha de mar a la debuta de setembre sur lei retiradas : ambé la senèstra dau Partit Socialista en la persona de Maria-Nadala Lienneman, Alan Lipietz, economista verd qu'aviam sostengut dins una pre-presidenciala fa quauqueis annadas a La Gàrdia, Totsants Codaccioni (MRC), Joèla Arnal (NPA), Pèire Costa (Partit Occitan). Inabitua, per de monde que pensan pas gaire lei memei causas sus l'autonomia de la Còrsa, lei lengas minorizadas de l'Estat francés. Mai sus lei retiradas, de convergèncias notablas.

Parlar d'avançadas, òc !

La M-N Lieneman, amé son franc Valentin, nos diguèt çò que pensava d'aquela reforma dei retiradas, una causa impossibla d'aparar coma es, en causa de l'alongament de la durada dau trabalh, çò confiermat per l'Alan Lipietz e l'ensem deis intervenents. E se tot lo monde de dire que quauqueis avançadas èran prepausadas (egalitat òme-frema dins lo trabalh, penibilitat dau trabalh, presa en compte dins lo carcul dei retiradas deis annadas d'aprendissatge e deis estudis longs), faliá per mai d'un intervenent que l'alongament dei cotisations e dau trabalh dei seniors siguèsson sensa consequéncia dins lo recrutament dei joves, çò que semblava luench d'èstre assegurat per la sala.

E parlar pas de reculadas ?

E se parlaviem d'emplec per respondre a la question dei retiradas ? Verai, s'es dich mai

d'un còp qu'èriam luench dau compte : luench de la cèrca d'emplecs regionalizats e d'un trabalh tant cooperatiu coma au País Basco Sud (P. Còsta); luench dau compte de la reduccion dau temps parciau per lei fremas que l'i trabalhans ansin dins sa majoritat ; luench encara d'un descompte de tres annadas per trenta de trabalh (Joèla Arnal) ; luench, per la taxacion de la fugida fiscala (60 miliards, mentre que ne faudriá pas que 20 miliards per reglar lei retiradas per ara, segon G.Tautil). E que dire d'aquela Euròpa que refusa dins sei tractats successius de tenir la question sociala e donc dei retiradas, question que cada Estat règla a son biais dins la rèire-cort nacionala ? E la M-N Lieneman de respondre qu'èra a l'estudi au Parlament la question de la fugida fiscala. Mai quora vendrà ? Fau tanben ramentar lei declaracions inquietantas de J-M Ayrault sus lo complement de donar ais empresas que serián taussadas, e de precisar que son esfòrç seriá compensat per

lei salariats (adonc tanben per lei retirats...) ; e de P. Moscovici, favorable a la bassa dei cotisations per elei ? O quand lo « ministre deis empresas », coma es nomenat dins la premsa, rassegura lo Gattaz, patron dei patrons: « la reforma dei retiradas pesarà pas sus lo còst dau trabalh ». Totei neo-liberaus aquelei ministres socialistas ? Manca plus que lo Fabius, ministre deis armadas, per subrequantar... Urosament, èra pas aquí. Es pas de creire ! Per clavar, lo PCF dins la sala, de cotria amé lo Parti de Gauche, faguèt de proposicions e convidèt lei participants a sei rescòntres, coma de costuma...

Un eveniment qu'es de tornar faire en Provença per mostrar que la reforma anonciada es pauc o pron dins la rega dei reformas de 2006-2010. Posquessiam totei l'i tròbar d'idèas per caminar a nòstre biais dins nòstrei país provençaus e èstre presents dins lei manifestacions socialas !
Gerard TAUTIL

LA CELA, UN PROJÈT COLONIAU

« L'annonce faite par Philippe Gurdjian de construire un parc de tourisme d'affaires de 1100 ha, avec le concours d'investisseurs français et étrangers, dans le périmètre du futur Parc Régional de la Sainte-Baume est une véritable provocation. Ce Monsieur n'en est pas à son coup d'essai. Ne lui doit-on pas les Résidences-Hôtel de luxe du Circuit Paul Ricard ? Ce projet dévoilé par *Var Matin*, habillé d'un label « Agrotourisme et Passions », est une véritable insulte faite aux varois soumis aux effets de la crise économique et à la déprise agricole qui frappe durement le Var et notre Région provençale.

Les occitanistes de « *Volèm Viure Au País* », dans les années quatre-vingts, s'étaient déjà opposés, avec les habitants du Haut-Var et du Verdon, à l'implantation d'un centre de remise en forme à la Palud soutenu par des investisseurs allemands.

Le Partit Occitan saura faire front commun avec les élus hostiles à ce projet, les responsables du PNR Sainte-Baume, les syndicats agricoles, les associations de défense de l'environnement et les

partis politiques qui prendront position contre ce projet néocolonial qu'on veut nous imposer. Celui-ci ne peut et ne doit pas avoir l'aval des responsables régionaux et départementaux sous prétexte de créations d'emplois pour les jeunes ! Combien de jeunes agriculteurs sont dans l'impossibilité de s'installer sur nos terres nourricières ? Le préfet du Var doit refuser ce type de projet qui va l'encontre de toute décision démocratique, du PLU local et de tout développement maîtrisé par les Varois. »
Comunicat -5/8/13 - (Un courrier du POC/Var a été adressé au maire de La Celle).

NB- *Le maire de La Celle s'oppose farouchement à ce projet ; il appelle les maires ruraux à le rejoindre dans son opposition. Pour modifier le PLU, il faudrait que toute opposition locale et intercommunale se réalisât. Aussi, tout espoir de voir ce projet ne pas aboutir est en bonne route... Mais ne relâchons pas notre pression : responsables associatifs, élus, citoyens, manifestez votre opposition dans la presse et votre soutien au maire de La Celle.*

→ APPEL A LA SOLIDARITE : 1000 € POUR FAIRE VIVRE LO CEBIER

Depuis Avril 1990, Lo CEBIER s'est efforcé de rendre compte de la réalité provençale sous ses multiples aspects, tant sociaux que politiques et culturels.

Notre *letra occitanista* cherche les moyens de continuer avec vous son chemin d'information et d'échange dans le cadre d'une presse occitaniste différente. Il nous manque 1000 € pour

équilibrer notre budget d'ici fin décembre et sortir deux numéros. Nous ferons alors un bilan et verrons quelle forme éventuelle donner à notre publication.

Nous vous demandons de nous aider à boucler cette année 2013 et nous souhaitons que cet appel à la solidarité soit entendu dans vos familles et auprès de vos amis. D'avance, Merci.

Lo Cebier n°134 La letra occitanista

- N°133 - Dépôt légal : Septembre 2013
- Directeur de publication : Gérard Tautil
- CPPAP : 0613P11518 - Imprimerie Marim - Toulon
- Ont participé à ce N°134 : Gilbert Brawanski, Hervé Guerrera, Annie Janczak Vatou, Jean-Paul Martin, Gérard Tautil.
- Photo : Etienne Berrus - Gilbert Brawanski
- ❖ **Abonnements : chèque à l'ordre de « Région Provence »**
- ❖ **Adresse : Région-Provence - Lo Cebier - BP2 - 84400 GARGAS**
- ❖ **Librairie : Commandes, voir site : <http://locebier.free.fr>**
- Lo Cebier BP 37 - 83870 SIGNES (chèque à l'ordre de « Région-Provence »).

Je souscris la somme de :

Nom : Prénom :

Adresse :

code : Ville :

Tout chèque est à mettre à l'ordre de : « Jean Urroz, Mandataire financier du Partit Occitan » et doit être adressé à Région Provence - BP 2 - 84400 GARGAS
Vous recevrez un reçu qui vous permettra de réduire vos impôts.

Adresses de personnes pouvant recevoir un exemplaire du Cebier

Nom : Prénom :

Adresse :

code : Ville :